



uniterre

LE JOURNAL AGRICOLE INDÉPENDANT
DIE UNABHÄNGIGE BÄUERLICHE ZEITUNG

14 DÉCEMBRE 2012: AG EXTRAORDINAIRE D'UNITERRE À YVERDON
10-12H: DISCUSSION ET VOTE SUR LES COTISATIONS 2013 ET BILAN UNITERRE
13H30-15H: PERSPECTIVES DU SYNDICAT

Une AG extraordinaire capitale

Chers membres producteurs et sympathisants,
 Au nom de notre syndicat, je vous apporte mes salutations et remerciements pour tout le soutien témoigné à nos nobles causes. Uniterre, nous permet d'être un maillon actif de notre défense professionnelle; neutre politiquement et proposant des solutions venant de la base agricole provenant de tous les secteurs et modes de production de la Suisse. Nous avons l'avantage sur bien des organisations agricoles d'être écoutés, compris, et bien des fois pris comme référence par nos consommateurs et médias; nous avons la sympathie du grand public!

Par ailleurs, notre légitimité nous permet de discuter directement avec nos plus hauts représentants politiques; cela grâce à notre proximité producteurs-consommateurs et à la sincérité de nos visions et actions!

Tout cela ne serait possible sans l'investissement «BÉNÉVOLE» et «FINANCIER» de tous nos membres et sympathisants...alors MERCI à vous tous pour votre engagement!

Nous traitons depuis plusieurs années différents dossiers. Je ne vais pas en faire une liste exhaustive, mais actuellement les plus importants sont la politique agricole 14-17 et le marché laitier. Pour la politique agricole, nous avons apporté une contribution appréciée en faisant un gros travail d'information et de lobby auprès des différents partis politiques. Nous nous sommes bien rendus compte qu'il était indispensable d'aller présenter nos visions et stratégies à l'ensemble de nos parlementaires...ce que nos représentants agrariens ont beaucoup de peine à faire. Non seulement nous avons besoin d'améliorer urgemment notre communication, mais il y a une grosse demande d'information et de compréhension de nos élus fédéraux. Cela s'explique par les

chamboulements de notre agriculture depuis la mise en place de la production intégrée en 1993, par la complexité de la thématique et le nombre d'articles de la nouvelle loi sur l'agriculture. Je tiens à féliciter tout notre bureau pour le bon travail effectué dans ce dossier. Les contacts pris tant avec l'Union Suisse des Paysans qu'avec l'Alliance Agraire ont d'une part permis de faire connaître notre vision et nos propositions de détails aux collègues qui ont salué notre collaboration, mais aussi de renforcer les points de convergence que nous avons. Stratégiquement, nous avons misé sur les forces communes plutôt que sur les divergences qui existent et qui sont connues des uns et des autres.

Quant au marché laitier, toujours ballotté sous la pression énorme de notre industrie laitière et de ses représentants...la liste des problèmes serait trop longue à rédiger! A noter notre grosse déception récente qui a suivi l'assemblée des délégués de la FPSL (voir article). Il est vrai que depuis notre 1^{ère} grève du lait en mai-juin 2008, l'intérêt de nos membres et du grand public allait croissant. Il y a eu, à cette période, un besoin de pouvoir exprimer le ras-le-bol des producteurs, de se montrer motivés, entreprenants, dynamiques, fédérateurs! Avec à la clef un résultat rapidement positif et rémunérateur: une hausse du prix du lait. Aujourd'hui, notre solde au bilan est plutôt négatif avec des fonds propres qui fondent... C'est pourquoi nous devons comme toute organisation faire un travail analytique sur notre parcours pour ensuite pouvoir définir ensemble une stratégie d'avenir, avec, et j'insiste bien, les moyens financiers et humains que nous avons à disposition! Pour y arriver, nous avons besoin d'une représentation, et de l'intérêt au top pour notre noble profession! Mais je constate, et peux le comprendre, que c'est difficile de rester motivés avec les contraintes et pressions de notre métier. C'est pourquoi je ne peux que vous

suite en page 2

14 DÉC. 2012 AG
La vie du syndicat
Perspectives 2013
Pages 2-5-7-8



Page 3

Lait
Scandale du Lait C



Pages 4- 5

L'entretien
P-A Tombez



Page 7

Dossier
Relocaliser les fourrages

suite édito page 1

encourager à rejoindre nos commissions lait, grandes cultures et viande, vente directe, accès à la terre, etc. car c'est la meilleure des thérapies. Les solutions ne se trouvent pas tout seul, mais entouré d'amis producteurs qui sont toujours prêts à faire part de leurs expériences et suggestions... En France par exemple, la force de l'APLI était justement de pouvoir apporter aux producteurs des solutions et du réconfort communs... car nous en avons tous besoin.

Assemblée extraordinaire POUR-QUOI ??

J'en arrive à ce qui nous occupe dans l'immédiat et de manière urgente; la tenue d'une assemblée générale ex-



traordinaire le 14 décembre prochain à Yverdon. Voici les raisons qui ont amené le comité à la convoquer:

- Stopper l'érosion financière de notre syndicat. Elle est due d'une part aux

conséquences de l'augmentation notable des cotisations pour 2012 et aux difficultés financières croissantes des familles paysannes. A notre prochaine assemblée, différentes variantes seront proposées dont une baisse des cotisations qui doit être suivie d'une hausse du nombre de membres... Je vous invite toutefois à analyser le coût et le résultat de la somme totale versée à toutes nos organisations faitières agricoles... Ayant fait mes calculs, je peux vous assurer que les 400.- de cotisations votés à l'AG d'Uniterre 2011 sont un bon investissement! Mais peut être avez-vous d'autres avis? Venez en parler!

- Discuter des objectifs et stratégies pour

l'avenir. C'est important car c'est la base du syndicat que nous devons écouter! C'est ce qui fait notre crédibilité... dans ce journal, vous trouvez déjà quelques pistes évoquées par différentes personnes ou sections.

Alors je vous encourage à venir partager vos remarques, volontés et idées à notre assemblée extraordinaire du 14 décembre à Yverdon. Venez-y nombreux, c'est la meilleure manière de faire entendre votre voix et orienter ainsi les activités de votre syndicat. Au plaisir de vous revoir ou faire votre connaissance! A dans deux semaines !

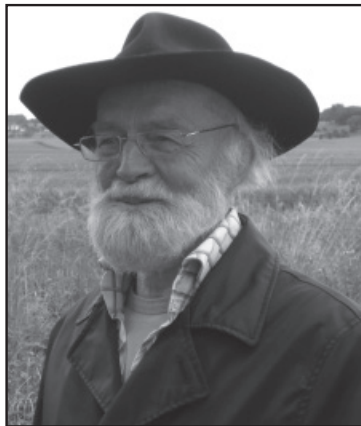
Alexandre Delisle, co-Président

Parce que je le vau**x** bien...

Que vaut mon panier se demanda Claire lorsqu'elle débatta ses achats? Chez Aldi, j'aurai sûrement payé 10 % moins cher ! Et pourtant, mon amie se moque de moi. J'achète tout de l'autre côté de la frontière, me dit-elle. On y économise presque un tiers. Du coup, le prix de l'essence devient négligeable et de toute façon, j'ai assez de temps.

Mais pour Léa, une paysanne, le temps est un problème grandissant. Toujours plus vite, meilleur marché, toujours plus et moins cher. Souvent, on a même plus le temps pour lire le journal. On devrait, pourtant. On entend partout que les paysannes doivent apprendre à communiquer. Produire, ce n'est pas assez; il faut séduire les consommatrices et aller aux nouvelles. Il est clair que la pression augmente, des deux côtés du Röstigraben. Pour

cette raison, Uniterre a décidé d'étendre son activité à la Suisse alémanique. Cette démarche doit être financée. Ainsi,



la dernière AG a décidée de doubler la cotisation. Pour nous, ça en valait la chandelle.

Après-coup, on a constaté que ça allait

au-delà du supportable. On ne veut pas perdre un seul membre pour des raisons financières. Voilà pourquoi on organise l'AG extraordinaire du 14 décembre 2012. On cherche des solutions pour mener à bien nos projets importants sans grever les membres de cotisations inabordables.

Chers membres, vous en valez la peine. Nous espérons votre compréhension et votre participation active. Par ces temps difficiles, il est d'autant plus important qu'on se serre les coudes. Par des temps, où l'une peut faire du tourisme d'achat et l'autre, à force de travailler, a de la peine à trouver un moment pour se moucher. Ces temps appellent un syndicat agricole fort qui se prend le temps pour la solidarité.

Jakob Alt, co-Président

COMMUNICATIONS IMPORTANTES

Dans ce journal, vous trouvez un bulletin de versement vierge. Celui-ci est à disposition de tous les membres qui n'ont pas encore payé leurs cotisations 2012. Nous faisons un appel pressant à ces derniers pour qu'ils s'acquittent, en fonction de leurs moyens, de leur cotisation indispensable à la survie du syndicat.

Il peut également être utilisé par toutes celles et ceux qui souhaitent faire un don; même de quelques dizaines de francs.

Nous vous informons également que ce numéro est valable pour novembre et décembre. L'édition de décembre est exceptionnellement supprimée pour des raisons d'économie. Nous espérons que nous pourrions reprendre dès l'an prochain notre rythme de 11 numéros par an, que nous avons assumé sans faute depuis 5 ans.

Le comité d'Uniterre

ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE D'UNITERRE DU 14 DÉCEMBRE

A tous nos membres actifs et sympathisants!
Vous êtes toutes et tous convié-e-s à notre assemblée.

Elle se tiendra à Yverdon, au café le Tempo
3 quai de la Thielle
à 5 min de la gare et du P+R

ORDRE DU JOUR:

10h-11h: présentation de propositions de cotisation 2013 et vote
11h-12h: bilan des activités d'Uniterre de ces dernières années
12h-13h30: pause repas

(merci de vous inscrire info@uniterre.ch ou 021 601 74 67)

13h30-15h: discussion autour des perspectives 2013

Bibliographie et filmographie

- Vous souhaitez partager vos visions à vos proches, voici une petite sélection :
- *Les moissons du Futur* de M-M. Robin (DVD / livre, 2012)
 - *L'envers de l'assiette* de L. Waridel. 2011. Editions Ecosociétés. 172 pages
 - *Survivre au progrès*. documentaire de Mathieu Roy et Harold Crooks (2011).
 - *Hold-up sur l'alimentation*. CETIM/GRAIN. 176 pages, 2012.

Plus d'infos: www.uniterre.ch

La Mobilière
Assurances & prévoyance

Pour les agriculteurs suisses... Quoi qu'il arrive...
www.mobi.ch

DOSSIER LAIT

Le retour de la FPSL à l'IP-lait: avec quels projets?

Le 12 novembre, la Fédération des producteurs suisses de lait (FPSL) a réintégré – non sans difficulté – l'interprofession du lait (IP-lait).

Ceci étant fait, les problèmes restent entiers puisqu'elle y retourne sans y apporter de projet novateur. En effet, dans son dernier communiqué du 23 octobre, l'IP-Lait a demandé la force obligatoire fédérale pour la segmentation du marché laitier. Le 7 novembre, Peter Gfeller, Président de la FPSL, en a fait l'apologie lors de l'assemblée des délégués. Pouvaient-ils le faire différemment, à cinq jours du vote d'adhésion?

Difficile à imaginer. Néanmoins il n'y a pas eu de voix discordante de la part des délégués. Il n'y a pas eu de débat. Or, tout le monde le sait depuis toujours, ce système ne fonctionne pas et ruine les paysans.

On peut donc le dire, la FPSL est entrée à l'IP-lait par la petite porte, pour ne pas dire à reculons. Elle y est entrée car elle ne pouvait plus se permettre de perdre la face vis-à-vis de ses cotisants, qui, pour une partie, la remettait com-

plètement en question dans son rôle et dans sa capacité d'agir dans la filière. Selon nous, la Fédération ne pouvait supporter de n'être ni dans une réelle politique d'opposition, ni une force de proposition ou ni active dans le quorum décisionnel de l'IP-lait. Durant cette période de latence hors de IP-lait, la FPSL était en crise. Aujourd'hui, elle s'est retrouvée un rôle et une fonction, mais elle ne sera plus une réelle force d'opposition ni de proposition, ou du moins pas celles de la base! Elle sera muselée. Or, dans la situation économique actuelle du secteur, c'est d'organisations plus combattives et neutres politiquement que les familles paysannes ont besoin. Elles devraient mieux être à même de porter leur voix, leurs propositions et leurs projets au sein même de la profession et sur la place publique. Cette revendication ne vient d'ailleurs pas seulement d'Uniterre mais également d'anciens décideurs actifs dans la filière.

La donne aurait pu être très différente si le comité de la FPSL avait choisi d'étudier plus en profondeur les propositions de gestion du marché que lui avaient soumis ses propres membres. Officiellement, elles étaient au nombre de quatre. Elles auraient ensuite pu être soumises à votation et approbation des 24'000 producteurs. Ainsi, la FPSL aurait été véritablement porteuse des projets de ses membres. Pour réaliser cette opération, deux groupes de travail avaient été constitués. Mais jamais la FPSL n'a jugé bon de les faire fonctionner. Ce n'était jamais le bon moment... Ils n'ont donc abouti à rien et c'est bien triste.

Et pour la suite?

Uniterre et ses organisations partenaires vont continuer à travailler avec la FPSL pour activer les groupes de travail. Nous souhaitons que les projets soient étudiés et que les 24'000 producteurs soient consultés.

Dans ces prochains mois, il sera également intéressant de voir comment la segmentation – si le projet obtient la force obligatoire pour 2013 – sera mise en place jusqu'à l'échelon de la production, notamment dans les organisations qui ne l'ont jamais pratiquée (FLV, LRG, etc). Comment vont-elles réagir? Des blocages pourraient-ils à nouveau voir le jour?

D'autres points chauds sont à travailler. Notamment celles des amendes que paient certaines Fédérations à leurs acheteurs pour des raisons de sous production. Alors que les producteurs viennent de payer des millions de francs pour évacuer du beurre, ils sont amendés par leurs acheteurs pour ne pas avoir produit assez. C'est un comble. Cela s'est passé à la MIBA et chez ZMP. Par peur des représailles, les fédérations n'articulent aucun chiffre quant à la hauteur de l'amende.

Nicolas Bezençon

LE SCANDALE DU LAIT C

Vendredi 26 octobre 2012, le journal l'Agri publiait un aperçu sur la situation laitière et le prix du segment du lait C qui ne vaut plus rien.

Pas une organisation à notre connaissance n'a pris position face à cette situation. Pourtant, celle-ci devient de plus en plus grave. On laisse aller à la dérive le marché laitier et la situation des familles paysannes. Pour ce qui est du lait de segment C, une proposition qui serait des plus logiques serait de laisser le libre choix aux producteurs de livrer ou pas cette quantité comme cela se fait dans certaines entreprises. Si le lait de segment C ne vaut rien, il faut arrêter d'obliger les producteurs à le livrer.

Où sont nos organisations de défense professionnelle en particulier laitières? Pourquoi nos fédérations régionales et PSL ne réagissent pas plus fermement? Pouvons nous compter sur nos représentants producteurs au sein de l'IP lait pour garantir à l'avenir ce libre choix?

Dans le même article de l'Agri, il ne semble pas possible de savoir quel pourcentage de lait passe dans le segment C. Le chiffre moyen de 4% est articulé; mais ce n'est en tout cas pas partout la même chose, cela dépend de l'acheteur. Pour certains, le segment C représente 15% de leur droit de production (voir texte en illustration, courrier du 12 octobre 2012 aux producteurs de Cremo).

Beaucoup de producteurs seraient heureux de ne pas avoir à livrer cette quantité qui n'est qu'une lourde charge pour les producteurs. Sur 100 litres de lait, 15 litres au prix C, soit 20 à 23 cts suivant les cas, correspondent à une rémunération totale de 3.45.-. A notre époque, c'est à peine croyable...

Max Fragnière, président ad intérim section Fribourg

MIBA DÉCIDE SANS LA BASE

Lors de la réunion régionale de la Miba, les dernières modifications ont été présentées. Après que les paysans aient dû prendre à leur charge des coûts élevés de transport et que la collecte du lait dans les petites et moyennes exploitations a été de fait quasi supprimée, voici venue la dernière volée de bois vert: dès 2014, nous devons livrer chaque mois la même quantité de lait: le quota mensuel sera ainsi introduit. Beaucoup de paysans se sont déclarés insatisfaits de ce changement car il représente, pour nombre de petites exploitations, un fin assurée ou tout au moins des pertes financières importantes. Pour les exploitations de montagne, il est quasi impossible de livrer une quantité constante. Conséquences: le vêlage saisonnier ne pourra plus être pratiqué, il faudra acheter plus de fourrage en hiver. Dans l'Arc jurassien, le bétail est six mois au pâturage et il faut avoir des réserves de fourrage pour le reste de l'année. Les quotas mensuels sont un instrument de l'industrie, pour rentabiliser leurs machines. Mais que nos animaux ne soient pas des machines, cela dépasse l'entendement de nos stratégies économiques. C'est pourquoi nous avons exigé un vote consultatif sur ce point à la réunion du cercle laitier de Glovelier. Le comité de la Miba s'y est fermement opposé. Reste la question de savoir en quoi la Miba se distingue encore d'autres acheteurs de lait, comme par exemple Arnold? Les conditions sont toutes aussi mauvaises et le prix de la Miba est plus bas... L'image de loyauté de la Miba est ainsi piétinée.

Si la Miba veut continuer à acheter durablement du lait de ses paysans, elle doit agir différemment. Pour l'heure elle suit la tendance des autres industries sans scrupule. Elle perdra de plus en plus de producteurs; tant qu'elle ne sera pas en mesure de regagner leur confiance et qu'elle ne s'engage pas moralement et de manière éthique pour le bien de tous en se distinguant ainsi des autres commerçants.

Ulrike Minkner, co-Présidente d'Uniterre

200	Lait Segment A	65.0%	31.08.2012	0.61950
200ECH	Lait Segment B	20.0%	31.08.2012	0.49200
200BLUE	Lait Segment C	15.0%	31.08.2012	0.21000

L'ENTRETIEN

«Un nombre croissant de paysans reconnaissent l'importance et la légitimité d'Uniterre dans le paysage agricole suisse»

Six mois après avoir rendu les rennes à la nouvelle co-présidence, la discussion était toujours aussi vive et passionnée autour d'un café dans la ferme de Pierre-André Tombez. Rétrospective sur le syndicat Uniterre pendant les 16 années de présidence du leader paysan de Salavaux.



Pierre-André, tu es depuis plusieurs années membre du comité d'ECVC¹, Que t'a apporté ce lien international en tant que leader paysan, sur ta façon dont tu as fonctionné à Uniterre?

Le lien avec la coordination paysanne européenne, devenue ensuite ECVC, est bien plus important que beaucoup de nos membres le pensent. Cette ouverture internationale nous renforce car on se rend compte que de nombreux paysans européens vivent les mêmes réalités et ont la même priorité que nous, celle de maintenir une agriculture productive tout en étant écologique. Le syndicat EHNE au pays basque et l'organisation AIAB au Sud de l'Italie par exemple font un travail équivalent à celui d'Uniterre et leurs membres paysans s'en sortent comparativement mieux que les autres. En ayant pris conscience de cela et en ayant partagé des réunions de paysans à cette échelle européenne, nous en ressortons plus forts et confiants en notre lutte, nos produits et notre façon de travailler. Ainsi nous incitons nos membres à participer à ces réunions européennes, d'où nous revenons généralement avec une énergie plus combative. Tout comme j'ai réussi à être viticulteur sans boire de vin, j'ai pu nouer le dialogue au niveau européen avec toute la palette possible de paysans et d'organisations agricoles tout en ayant confiance en l'indépendance et en la vision cohérente d'Uniterre.

Quel bilan fais-tu de cette période de ta vie investie dans Uniterre?

Quand je suis arrivé à la présidence d'Uniterre, qui s'appelait encore l'UPS, nous vivions une période difficile de confiance en nos idées, quant à notre légitimité en quelque sorte. Grâce au travail du comité d'alors, qui m'avait accepté comme jeune président, et des contributions des secrétaires qui étaient Gérard Vuffray et Fernand Cuhe, Uniterre a su trouver la force de se remettre en cause pour repartir plus loin.

Je dirai surtout qu'Uniterre a évolué positivement. Premièrement parce que l'équipe permanente du bureau s'est petit à petit agrandie, allant ainsi dans le même sens que l'augmentation du nombre de paysans que l'on revendique... En effet, en terme de nombre de salariés dans les bureaux par rapport au nombre de paysans que nous représentons, nous devrions encore nous agrandir (en comparaison des autres organisations de défense professionnelle) car nous représentons une moitié des paysans suisses malgré que ceux-ci n'aient pas tous payé leur cotisation, surtout par rancœur à cause des trop nombreuses cotisations versées à l'ensemble des organisations agricoles². Mais je pense que de plus en plus de paysans reconnaissent l'importance et la légitimité d'Uniterre dans le paysage agricole suisse. Deuxièmement, plus de membres portent assidûment les propositions d'Uniterre et ceci grâce à un travail important effectué à la base avec les paysans.

Nous avons construit notre force en osant parler du marché: la vente directe, l'écologie doivent renforcer le marché indigène. Nous montrons aussi que le marketing agro-alimentaire fonctionne toujours de la même façon, pour mettre

en concurrence des produits afin de faire pression sur les prix, même si a priori ils paraissent être de filières non connectées (exemple du café et de l'huile de palme dans la stratégie de Nestlé).

Uniterre est la seule organisation à avoir ces trois niveaux d'intervention interconnectés en son sein:

- l'action politique en tant qu'organisation de lobby, pour orienter les politiques agricoles et alimentaires afin que les consommateurs puissent acheter nos produits locaux de qualité, solidaires et écologiques;
- l'action directe sur le marché au plus près de nos clients, en tant qu'organisation de défense professionnelle;
- les contrats de confiance avec les consommateurs en tant que plate-forme de dialogue;

Nous pouvons dire que nous sommes visionnaires quand on parle de politique, pragmatiques quand on parle de marché et connectés quand on s'adresse aux consommateurs! La perception que j'ai des autres organisations agricoles de défense professionnelle c'est qu'elles sont pragmatiques en politique, utopistes quant aux prix (car elles pensent qu'en produisant beaucoup avec des prix qui baissent, on s'en sortira quand-même) et sont déconnectés des consommateurs.

Au niveau personnel, je n'ai jamais vécu de déception à Uniterre. Je n'ai pas connu une telle convivialité et une telle ambiance de travail dans aucune autre organisation. L'équipe permanente d'Uniterre est réellement à disposition des paysans. Si je ne devais retenir que deux moments forts, je dirai que ce sont la 1ère grève du lait, avec des moments de partage exceptionnels avec les paysans, notamment dans les prises de décisions communes pour continuer ou arrêter la grève; et au niveau international, le partage lors du forum européen pour la souveraineté alimentaire à Krems en Autriche était magnifique. Mon seul regret est qu'il n'y ait pas eu assez de paysans suisses qui ont pu faire le déplacement à Krems pour vivre cet événement.

Au retour de Krems, j'étais conforté dans l'idée que la relève était prête au sein de notre comité pour la présidence. Nous y avons en effet une grande diversité de producteurs mais qui portent ensemble d'UNE SEULE VOIX Uniterre. Des femmes sont présentes au comité comme des délégués alémaniques et je félicite particulièrement le fort engagement d'Ulrike Minkner.

Revenons à la légitimité des organisations paysannes que tu évoquais plus haut. Dans le récent livre du CETIM «Terre et Liberté! A la conquête de la Souveraineté Alimentaire», Paul Nicholson, un leader de La Via Campesina International, parle justement de crise de légitimité et de fonctionnement des organisations agraires en Europe (par rapport à leur culture de prise de décision, leur représentativité et capacité de mobilisation). Où en est-on actuellement en Suisse?

Notre légitimité, nous n'avons pas à la quémander à quiconque, nous l'avons! Les leaders des organisations de La Via Campesina sont issus de la base paysanne et les aspects démocratiques au sein des organisations y sont très importants. La société aussi la reconnaît grâce aux filières courtes. Mais nous faisons face à un cercle vicieux car pour que notre légitimité soit reconnue dans le milieu agricole, il faut oser revendiquer nos cotisations pour parvenir à revendiquer des prix justes.

Le financement indépendant d'Uniterre est une reconnaissance directe de notre travail, de nos prestations. Il faudrait que toutes les autres organisations de défense professionnelle soient payées en fonction de la satisfaction des membres, donc que les exploitations ne paient qu'une fois la défense professionnelle, en pouvant choisir à qui elles versent ces cotisations. Mais j'estime que ce n'est pas seulement le nombre de membres qui fera Uniterre mais le poids que donnent les membres à ses propositions.

Et la légitimité des autres organisations agricoles de défense professionnelle?

Elles ont perdu en légitimité et une remise en cause fondamentale du fonctionnement de la défense professionnelle agricole en Suisse est nécessaire. Nos paysans paient des montants exorbitants, d'ailleurs par un système opaque de double ou triple cotisation à des organisations dont ils ne partagent plus les visions de leurs dirigeants. Il serait bien plus adéquat que les cotisations à la défense professionnelle soient perçues à l'exploitation, éventuellement en fonction des UMOS, mais non pas à sa taille ou à la production comme actuellement. Pour avoir plus de contributions, on devrait alors se battre pour avoir plus de paysans; et pour des meilleures propositions, donc la concurrence se ferait aux meilleures idées! Le principe même que certaines cotisations sont obligatoires est indéfendable!

D'où vient la répartition actuelle du financement de la défense professionnelle?

Personne ne le sait! Et ça se discute depuis 30 ans puisqu'AGORA avait été créée au moment d'une sérieuse remise en question pour faire «taire» les romands. Puis les chambres cantonales d'agriculture ont pris d'autres mandats de service (colza, contrôle PI, etc.) contribuant à lier durablement les paysans et graver dans le marbre cette clé de répartition. Ensuite, lors de l'adoption de la loi sur les interprofessions, il a été possible d'introduire des cotisations par volume de production, et cela a permis aux organisations agricoles de s'enrichir considérablement. Quand j'étais au comité des producteurs de patates, avant la loi sur les interprofessions, les cotisations étaient prélevées par membre individuel et environ 1/3 des producteurs de patates cotisaient. Après introduction de la loi, on n'a pourtant pas gagné plus de poids avec l'ensemble des producteurs

(cotisant à la quantité produite). Dès lors, il n'y a plus eu besoin que d'inciter les paysans à produire. Le tournant de notre défense professionnelle a été là! Les coopératives sont devenues actives sur le marché globalisé et les décisions sont dorénavant prises par des directeurs et non plus par des comités paysans. Seule la FSPC s'est tout de même battue pour garder des membres et l'extenso est arrivé à ce moment.

Tu connais de l'intérieur les organisations professionnelles agricoles puisque tu as été actif dans plusieurs organisations de défense professionnelle sectorielle aussi bien dans la filière des céréales que de la betterave et des producteurs de pommes de terre³ avant de t'orienter vers une défense professionnelle plus globale à Uniterre et à ECVC. Que sont devenues les coopératives agricoles?

Nos coopératives sont devenues, au gré des fusions, d'énormes structures dont les dirigeants proviennent d'organisations de marché. Je me questionne sur leur indépendance. Leurs préoccupations se sont restreintes à l'écoulement des produits de leurs membres, elles s'éloignent alors de leur fonction originelle qui est de bénéficier aux coopérateurs. Tandis qu'un petit centre collecteur décentralisé comme j'essaie de gérer à Salavaux doit en outre proposer des prix plus rémunérateurs aux producteurs pour les garder. Il est important de maintenir ou redonner ce fondement à nos coopératives, et c'est possible : nous travaillons avec 42 producteurs livrant maïs et blé IP-Suisse. Depuis quelques mois, je travaille aussi avec un autre petit centre collecteur décentralisé, à Valeyres-sous-Rances, dont le comité se bat pour sauvegarder cette coopérative indépendante, créatrice d'emplois, et pour la développer avec des productions spécifiques.

Propos recueillis par Anne Gueye Girardet

Notes:

¹ Coordination européenne la Via Campesina

² Ndlr : des études détaillées font défaut, mais le chiffre de 1% du chiffre d'affaire est souvent cité. Une exploitation moyenne paie plusieurs milliers de francs

³ Pierre-André Tombez a été tour à tour président vaudois des producteurs de céréales indépendants, président des betteraviers de la Broye vaudoise, membre du comité des planteurs de Aarberg, membre du comité des producteurs suisse de betteraves, président de la commission de transport d'Aarberg, vice-président du comité suisse des producteurs de patates.

LE POINT DE VUE DES SECTIONS

Perspectives syndicales pour l'agriculture à Genève



Par nos différentes stratégies de maîtrise de la distribution (vente directe, contractuelle), de réappropriation de la transformation et de présence sur les marchés à travers le label Genève Région Terre Avenir, les agriculteurs genevois ont réussi d'une part à garder une plus grande partie de la plus-value sur les fermes et d'autre part à obtenir quelques avancées pour améliorer la rémunération de certaines productions (lait commercialisé en outre, blé bio, lentilles). La question du prix équitable est posée et les producteurs peuvent, à condition de rallier une majorité de producteurs d'une filière, faire valoir

un prix minimum. A ce niveau beaucoup reste à faire afin que ces discussions sur les prix et les négociations qui s'y rattachent aient lieu dans la transparence. Il restera une petite révolution culturelle à accomplir pour que les paysans s'impliquent et reprennent la culture de la négociation dans leurs propres mains. Cependant les producteurs ne pourront en faire l'économie.

Développement urbain

Le besoin de se loger ne doit pas s'opposer au besoin de s'alimenter. La production de proximité doit se réinventer pour créer des liens économiques entre ville et campagne, entre producteurs et consommateurs. Les déclassements massifs prévus dans le plan directeur cantonal 2030 visant à déclasser une surface égale à celle qu'occupe la Ville de Genève aujourd'hui doivent être fermement combattus. Il faudra construire une alliance transfrontalière avec nos collègues vaudois et français pour maintenir les surfaces d'assolement en Suisse et les bonnes terres agricoles en France. Les zones villas, ainsi que les zones industrielles, devront être densifiées.

Accès à la terre

L'accès à la terre pour les nouveaux agriculteurs doit être facilité. Une

agriculture vivante répond à l'intérêt public et l'administration doit faciliter cette inversion de l'évolution structurelle. A conditions de maîtriser la valeur ajoutée, de nombreuses fermes productives, générant revenus et emplois peuvent être créées. Il n'y a pas d'avenir pour l'agriculture à Genève si les fermes grandissent sans valoriser leur production. L'administration devra faciliter la construction de nouveaux bâtiments économiques afin de garantir des bonnes conditions de travail.

Souveraineté alimentaire

Pour mener ces différentes luttes, des alliances politiques entre citoyens et paysans devront se créer. La lutte pour des prix équitables aux producteurs est aussi une lutte pour des salaires équitables. Maintenir et développer une agriculture paysanne est un des objectifs de la lutte pour la souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire, nous le savons, est le droit d'une population à déterminer sa propre politique alimentaire et agricole.

Rudi Berli, section Genève

suite en pages 7-8

AVIS À NOS MEMBRES GERMANOPHONES

La majorité des articles de ce journal sont traduits en allemand et édités dans le complément spécial pour nos membres germanophones.

Si vous souhaitez recevoir ces compléments réguliers, inscrivez vous à la liste germanophone à a.franel@uniterre.ch

Nous recherchons:

Des producteurs de blé IP-SUISSE. Fr. 500.-/ha de revenu supplémentaire!



www.ipsuisse.ch
021 614 04 72

PRODUCTIONS ANIMALE ET FOURRAGÈRE

Relocaliser l'affouragement du bétail

Dans notre précédent numéro, nous évoquions la nouvelle ouverture de Suisseporcs pour encourager la production fourragère locale. L'an passé, l'Union suisse des paysans (USP) publiait un rapport sur la problématique des concentrés et la nécessité d'augmenter de 15% notre taux d'auto-provisionnement. Au printemps 2012, c'était Gallo Suisse qui, comme premier pas, proposait que les aliments composés soient au moins élaborés en Suisse (ce qui n'empêchait pas la matière première d'être importée). En novembre 2012, l'Association Vache mère Suisse prend la décision courageuse de renoncer à l'utilisation de soja. Quant à la FSPC et Swissgranum, ils s'alarment à juste titre de l'érosion du nombre d'hectares de fourragères en Suisse. Le Parlement Suisse sera-t-il en mesure d'apporter sa contribution à l'amélioration de la situation? Relancer la production fourragère locale afin de réduire notre dépendance aux importations... Rien n'est encore sûr puisque les deux chambres ne sont pas du même avis!

Le rapport de l'USP de 2011 permet d'identifier quelques tendances: l'utilisation de concentrés chez les vaches laitières augmente, les concentrés énergétiques diminuent et les protéiques augmentent. Depuis 1990, l'importation des concentrés est passée de 300 à 600'000 tonnes et notre taux d'auto-provisionnement de 70 à 50%. L'USP estime qu'il serait nécessaire d'augmenter de 15'000 ha les cultures protéagineuses pour atteindre l'objectif de 65% d'auto-provisionnement. Quant aux solutions pour y arriver, elles sont diverses et varient d'une organisation à une autre. Voici notre point de vue:

Dans l'élevage, nous pouvons clairement distinguer d'une part les ruminants comme les bovins, ovins et caprins et d'autre part les porcins et la volaille. La première catégorie devrait assez facilement trouver son «bonheur» en Suisse. Il s'agit d'agir à plusieurs niveaux:

- Réorienter la sélection animale pour favoriser l'émergence de bêtes en mesure de valoriser au mieux le fourrage grossier.
- S'orienter autant que possible dans l'affouragement à base d'herbe qui par ailleurs sera spécifiquement soutenu par la politique agricole dès 2014. C'est le choix de Vache mère Suisse.
- Relancer des programmes de recherche agronomique sur les protéagineuses indigènes et impliquer dès le début des éleveurs (extensifs et intensifs dans leur mode d'élevage et d'affouragement pour la viande ou le lait).
- Développer et améliorer les prairies artificielles riches en protéines.
- Développer des réseaux de formations paysans à paysans s'appuyant sur les succès et potentialités de l'affouragement local (production de viande, de lait, ...).
- Mener des études objectives pour examiner les potentialités de la culture extenso pour les fourragères, y compris le maïs, et leur qualité fourragère. Des organisations telles qu'IP Suisse pourraient promouvoir des filières carnées complètes du champ à l'assiette. Ces systèmes de production pourraient aussi bénéficier de l'appui de la politique

agricole 2014.

- Octroyer des soutiens spécifiques via les paiements directs pour les protéagineuses, oléagineuses et céréales fourragères locales.

Pour les porcins et la volaille, il se peut que pour l'heure, les fourrages indigènes ne soient pas suffisants. Mais des seuils minimaux d'affouragement indigène pourraient être introduits. Un vrai Swissness pourrait alors émerger dans l'intérêt des filières et des consommateurs. De notre point de vue, il y a de fortes potentialités à moyen terme de convaincre les consommateurs de mieux consommer: moins de viande dans l'absolu, mais plus de viande suisse, un peu plus chère mais de meilleure qualité. L'exemple de la filière porcine démontre que miser sur la quantité n'est pas porteur pour les paysans.

Il faudrait réinterroger la pertinence de la fin de l'alimentation avec les laves depuis le 1^{er} juillet 2011.

Coup d'œil sur nos capacités et importations

Le rapport d'activité de la Fédération Suisse des Producteurs de Céréales (FSCP) apporte un éclairage intéressant sur l'aspect critique de notre balance import/export:

- Entre 1990 et 2012, le nombre d'hectares consacrés aux céréales fourragères et passé de 108'500 à 64'500, soit une baisse de 40%.
- Quant aux protéagineux et oléagineux, si la tendance n'est pas à la baisse, la production ne suffit pas à répondre aux besoins fourragers car elle demeure très marginale.
- Les importations globales de tonnes de céréales fourragères ont augmenté de 138%. Parmi celles-ci, l'importation de blé fourrager a augmenté de 130% en 11 ans et celle de l'orge de 44%. Quant à celle du maïs grain elle a augmenté de 720% durant la même période ou, depuis 2006, de 165%. A ce propos il faut rappeler le «rôle» que joue la protection douanière pour le maïs. Il est aussi intéressant de tenter le parallèle entre l'augmentation des importations

de maïs et la sortie anticipée des quotas laitiers.

- Quant aux tourteaux (essentiellement soja, colza et tournesol), la hausse représente 194% en 10 ans; le soja remportant la palme en terme de quantités.

Transformations relocalisées

Pendant plusieurs années, nous avons assisté à une concentration/rationalisation des unités de transformation (huilerie, moulins etc.). Si cette orientation peut s'avérer utile pour les «grandes filières», elle n'est pas adaptée à certaines attentes de traçabilité locale; ces unités sont trop grandes, trop éloignées des lieux de production. En parallèle à ces structures, il faut réfléchir à la possibilité de remettre sur pied des unités plus petite de stockage et de transformation: pour éviter les destockages d'urgence avant récoltes qui font pression sur les prix et permettre de développer le travail à façon de concentrés. Des synergies peuvent être encouragées entre producteurs et éleveurs locaux.

Perspectives d'avenir: des assises nationales!

En 2010, Uniterre avait fait un appel aux organisations telles que la FSCP, IP Suisse, PSL, Suisseporcs et l'USP pour évaluer l'intérêt de trouver des financements conséquents pour encourager la production et la consommation de fourragères indigènes. Actuellement, en comparaison avec d'autres cultures telles que le colza ou le blé, le soja n'est financièrement pas intéressant; son prix devrait augmenter de 40 à 50% pour atteindre la même marge brute comparable. Le lupin, les pois protéagineux ou la féverole sont encore moins bien positionnés. Il est indispensable de trouver des solutions pour que ces cultures demeurent rentables pour les producteurs tout en étant attractives pour les éleveurs. C'est pourquoi, au-delà de paiements directs spécifiques pour ces cultures, la réflexion d'une redistribution d'une taxe perçue sur l'ensemble du fourrage commercialisé

(importé et indigène) auprès des utilisateurs de fourrages indigènes est une piste à creuser. Il y a deux ans, cette idée avait trouvé peu d'écho auprès desdites organisations. Néanmoins, nous sommes convaincus que cette option devrait être étudiée de plus près, adaptée, reformulée, en fonction des résultats obtenus. Nous pensons que l'USP, ou l'OFAG mandatée par les organisations professionnelles, pourraient creuser différentes variantes. Il ne faut pas craindre de sortir des sentiers battus. Une réflexion dans ce sens permettrait de développer un projet pour et par la profession. Il faut briser les tabous, chercher des solutions ensemble qui permettent aux familles paysannes de travailler main dans la main. Il faut cesser d'opposer prix des fourragères et coûts de production de la filière carnée. Dans la même veine, comme nous l'avons déjà évoqué à plusieurs reprises dans ce journal, délocaliser notre production fourragères outre-mer se fait au détriment des familles paysannes de ces contrées qui subissent les assauts brutaux de l'agroindustrie d'exportation; éthiquement ce n'est pas défendable.

Autre point sur lequel de nombreuses organisations de producteurs peuvent également trouver un accord: celui de maintenir voire de renforcer le droit de se protéger des importations à trop bas prix. La souveraineté alimentaire le reconnaît. Le démantèlement systématique des protections à la frontière pour les fourragères a influencé notablement l'attractivité de la production indigène. Et comme dit précédemment, ces taxes pourraient participer au financement de la relance fourragère suisse.

Un appel aux organisations professionnelles suisses est donc lancé: des assises suisses sur la production et la consommation fourragères seraient les bienvenues en 2013; en prenant en compte les changements annoncés dans la politique agricole.

Valentina Hemmeler Maïga

LE POINT DE VUE DES SECTIONS (SUITE)

«Uniterre: des gens motivés au service d'une cause juste et noble!»

Chers collègues paysans, chères collègues paysannes, J'ai toujours été proche des idées de notre syndicat Uniterre. J'ai participé aux blocages Migros et Coop en 2001 et au procès qui s'en est suivi. La première grève du lait m'a rapproché définitivement de la ligne de conduite tenu par ceux que j'ai eu le plaisir de rejoindre. Quand le comité neuchâtelois a fait appel à mes services, je n'ai pas hésité longtemps avant de dire oui. De même lorsque l'on m'a proposé de m'intégrer au comité directeur d'Uniterre. Par cette action, je désirais mettre mon énergie au service de notre métier et défendre les idées qui me tenaient à cœur. Même si j'ai mis pas mal de mon temps dans cette activité, j'ai reçu en retour beaucoup plus que j'ai pu investir. J'ai appris au contact des personnalités qui composent Uniterre beaucoup plus que durant les années où j'ai appris mon métier.

Durant ces années, j'ai pu voir de l'intérieur le travail fourni par nos secrétaires et notre comité. J'ai aussi eu la chance de côtoyer notre ancien président de section Jean-Philippe Franel, son épouse qui lui a succédé et bien sûr notre nouveau ex-président Pierre-André Tombez qui sera à jamais une des personnalité marquante de la défense paysanne. De travailler en leur compagnie était souvent un pur bonheur et nous faisions souvent la remarque que lorsque le comité se terminait, la pêche du président nous rechargeait les batteries pour le mois qui suivait! De même, le fait de pouvoir échanger nos points de vue avec nos collègues d'autres cantons voir d'autres pays, m'ont donné une ouverture d'esprit que je n'avait pas avant. Et bien sûr, je m'en voudrais d'oublier notre bureau composé non pas d'employés mais de véritables partenaires qui font beaucoup plus que le maximum avec les moyens que nous leur mettons à disposition. Ce tableau est peut-être un peu élogieux, mais pour moi Uniterre c'est ça: des gens motivés au service d'une cause juste et noble, des personnes diverses ayant une ligne commune encadrée par la définition de la souveraineté alimentaire de la Via Campesina. Et peut-être la chose qui me tient le plus à cœur: une défense professionnelle intègre et indépendante en main des paysans. A Uniterre, les seules personnes qui peuvent nous faire changer de cap, c'est les paysans et les paysannes et seulement eux.

Maintenant Uniterre est à un tournant de son existence.

De nombreux changements ont marqué ces derniers mois. Notre métier et le monde en général vivent des moments chahutés. C'est dans ces moments là que nous devons nous serrer les coudes. Malheureusement, nous pouvons voir que la plupart de nos collègues paysans se font de plus en plus rares à vouloir prendre du temps pour défendre nos idées; souvent par manque de temps, mais malheureusement bien souvent parce qu'ils ont tout simplement baissé les bras. Votre syndicat a besoin de vous pour vivre et j'ai la ferme conviction que la paysannerie suisse a besoin d'Uniterre pour faire changer la situation dans notre

métier. J'en veux pour preuve le cas de mon exploitation. En 2009, à quinze jours près, nous changions de métier et grâce aux relations que j'ai pu tisser au sein d'Uniterre et des différents articles dans la presse, après trois ans difficiles, nous avons trouvé une situation satisfaisante qui me permet de voir l'avenir d'un bon œil et de, pourquoi pas, conseiller à mes enfants de prolonger l'aventure pour une sixième génération sur nos terres.

La nouvelle équipe mise en place pour diriger Uniterre est pleine de ressources et la seule chose qui leur manque c'est un signal fort de la base paysanne. Même si Uniterre est souvent mis de côté par certains acteurs de notre défense professionnelle, le fait est qu'avec les petits moyens que sont les nôtres, notre voix est de plus en plus écoutée par la presse et le monde politique. Les politiciens sont de plus en plus nombreux à demander conseil auprès de notre bureau. Et c'est sans compter le nombre d'émissions ou articles de presse où nos membres et nos secrétaires sont cités.

Cet hiver prenez, chers et chères collègues, un peu de votre temps et venez vous exprimer dans nos assemblées. Faites un peu moins long aux diverses expositions agricoles et gardez-vous un peu de temps pour nous faire savoir quel futur vous voulez pour votre syndicat. Chez nous tous les membres ont le droit à la parole et ce ne sont pas des délégués qui sont chargés de donner un avis que vous n'avez pas forcément choisi. Alors toutes et tous à l'assemblée extraordinaire et à l'après-midi qui s'en suit. Et n'oubliez surtout pas qu'Uniterre a besoin de vos cotisations pour vivre et de votre présence pour s'améliorer!

Philippe Reichenbach
Président section Neuchâtel d'Uniterre

AG Uniterre Neuchâtel

Pour nos collègues neuchâtelois, nous vous convions à notre AG le jeudi 31 janvier 2013 à 20h au restaurant de la Croisée à Malvilliers. Nous vous informons que nous faisons toujours notre comité le dernier jeudi du mois également à la Croisée et que vous y êtes les bienvenues dès 20h30.



Perspectives 2013 de la section Fribourg

A l'occasion d'un récent comité de section, nous avons évoqués plusieurs points sur lesquels nous souhaitons travailler tant sur le plan national que régional. Les voici:

1. Nous estimons qu'il faut supprimer l'obligation de livrer le quota C qui ne vaut plus rien et est une charge tant financièrement pour les familles paysannes que pour le marché laitier. Ces quantités «en trop» sont néfastes pour les prix.

2. Aujourd'hui, nous savons que les suppléments pour le lait transformé en fromage et pour le lait non en ensilage sont perçues par les transformateurs. Ceux-ci ont l'obligation de les reverser aux producteurs avec un décompte mensuel détaillé. Or, ce n'est bien souvent

pas le cas. Ces montants restent dans les caisses générales des transformateurs en violation de l'ordonnance fédérale sur les suppléments. Cette situation doit changer d'autant que ces montants sont nouvellement fixés dans la loi sur l'agriculture. L'OFAG devrait s'en assurer en modifiant l'ordonnance pour que ces montants soient directement versés aux producteurs et non aux transformateurs.

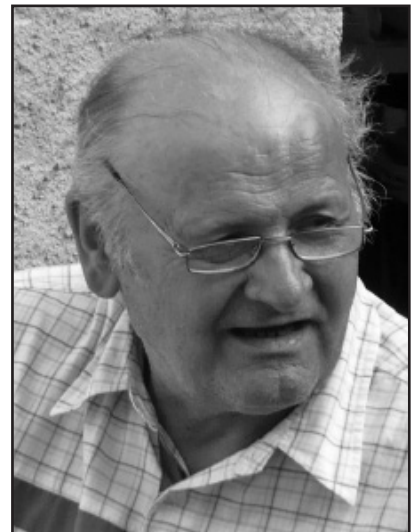
3. L'agriculture doit arrêter de se considérer comme un cas à part de l'économie. La défense professionnelle ne devrait pas hésiter à revendiquer une adaptation des prix aux producteurs comme cela se fait dans les autres secteurs de l'économie pour les salaires.

4. Concernant la production de viande,

les prix sont beaucoup trop bas et ne reflètent plus la réalité des coûts. Pour le porc, les prix sont les mêmes qu'il y a 50 ans! Les importations ont souvent des conséquences néfastes car elles arrivent au mauvais moment. Les marges de la transformation et de la distribution sont trop importantes; le prix du bétail de boucherie n'a plus rien à voir avec les prix que le consommateur paie au final. Il y a donc nécessité de mieux répartir la plus value dans la filière.

Nous serions heureux de pouvoir partager nos propositions lors de la prochaine assemblée générale extraordinaire d'Uniterre et d'entendre vos remarques à ce sujet.

Uniterre section Fribourg



LE POINT DE VUE DES SECTIONS (SUITE)

Une caravane, pour resserrer les liens... et découvrir



Le but de cette caravane Uniterre-Via Campesina qui aura lieu du 13 au 21 avril 2013 en Suisse est que le maximum de personnes découvre des

exploitations agricoles qui sont menées selon le principe de la souveraineté alimentaire. Nous souhaitons lever le voile sur l'agriculture du futur. Des thèmes clés seront choisis dans chaque région et les liens entre les différentes sections d'Uniterre seront renforcés par ce projet commun. Nous voulons démontrer que nous pratiquons une agriculture durable et que les solutions se trouvent ailleurs que dans la misère actuelle. L'agriculture est confrontée à de très nombreux problèmes que nous connaissons depuis longtemps. Les solutions ne viendront ni des grands distributeurs ni des politiques.

Le rapport mondial sur l'agriculture de l'ONU précise clairement quel type d'agriculture est en mesure de proposer suffisamment de nourriture de bonne qualité pour l'Homme et l'environnement. Nous avons des solutions à proposer et nous devons les faire connaître. Il y a des gens

dans différents lieux qui ont pris leurs outils en main afin d'expérimenter ces solutions. Les petites structures doivent être maintenues, les unités de transformation locales proposant des prix équitables doivent être recréées et encouragées. La création de nouveaux projets peuvent ainsi être encouragés.

La caravane se déplacera à travers la Suisse. Entre 50 à 80 km seront parcourus entre chaque étape. Un tracteur suivra le convoi cycliste avec une remorque et un véhicule d'accompagnement. Il sera possible de participer à une ou plusieurs étapes. Sur les exploitations ou sur les lieux où des événements seront organisés, la caravane sera reçue par des représentant-e-s de la section d'Uniterre. La section sera responsable de l'organisation et de l'hébergement de l'étape. Chaque section sera libre de choisir le thème qu'elle souhaite aborder en fonction

de ses activités et de ses intérêts. Elle organisera, en fonction de ses capacités, un petit événement public. Les points forts pourraient être: les méthodes de production, la souveraineté alimentaire, les semences, les prix équitables, les formes d'installations collectives, le marché laitier etc. Il y a déjà plusieurs idées qui ont été avancées pour les activités: table ronde, semi collectif, projection de film, apéro, programme culturel, manif, échanges,... Nous avons déjà proposé à quelques organisations de collaborer à ce projet; nous sommes ouverts à toute proposition allant dans ce sens. Pour la planification, la préparation et la coordination, un petit groupe de travail a été mis sur pied depuis le dernier comité d'Uniterre. Nous nous réjouissons de votre collaboration au projet de caravane 2013! Prenez contact avec le secrétariat!

Tobias Jordi, section Uniterre Zurich-Winterthur

«Investir plus de moyens dans des projets concrets»

Depuis bientôt trois ans je suis membre du comité d'Uniterre. Nous nous retrouvons au moins une fois par mois; nous échangeons sur différents sujets et prenons des décisions stratégiques ou organisationnelles. Toujours les mêmes thèmes et les mêmes problèmes sont abordés. Bien que nous ayons des idées de qualité, nous devons nous battre durement pour convaincre les politiques. Je suis étonné par l'engagement, la volonté et l'obstination dont font preuve notre co-présidence et l'équipe du bureau. Cela me motive lors des réunions.

Mais malgré cet engagement sans faille, la situation de l'agriculture se dégrade globalement. Des fermes continuent de mettre la clé sous le paillason. Nous avons une équipe motivée et efficace au bureau qui effectue le travail pénible qui consiste à décortiquer les dossiers politiques. Mais la situation ne s'améliore pourtant pas. Pire: les paysannes et les paysans ont toujours de moins en moins de temps et de courage afin de s'engager personnellement pour défendre leurs droits. C'est une situation épuisante.

C'est pourquoi je suis d'avis que nous devons mettre plus de poids dans l'action et moins dans les discours. Avec la souveraineté alimentaire nous avons la solution entre nos mains. L'agriculture contractuelle doit être promue encore plus fortement. Il y a assez d'exemples

aujourd'hui qui peuvent démontrer du succès de ce type d'agriculture. Il offre une opportunité aux familles paysannes de se soustraire à l'humeur des marchés et de la politique. Bien évidemment, le travail politique parallèle reste indispensable. Mais l'émergence de chaque nouveau projet contractuel est un succès en soi et il a des effets positifs directs tant sur l'exploitation que sur l'évolution de la conscience collective de la population environnante.



J'estime que nous devrions organiser des soirées d'information dans différentes régions sur le thème de l'agriculture contractuelle. Nous proposerions aux

participants d'accompagner leur projet jusqu'à sa création. Les coûts devraient être supportés par les porteurs du projet. Ainsi les conseillers d'Uniterre seraient indemnisés pour leur travail. Le but est néanmoins de proposer une structure simple afin de garantir de faibles coûts de conseil et de mise en route. Chaque exploitation devrait s'engager par la suite à verser un pourcentage de son chiffre d'affaire à Uniterre afin que le syndicat puisse poursuivre son travail politique et syndical. Aux membres actifs d'Uniterre, un rabais serait proposé. Cela encouragerait les familles paysannes à adhérer au syndicat et à le renforcer. Nous pourrions ainsi construire un puzzle sur l'ensemble du territoire suisse. Je suis convaincu que nombre de paysannes et paysans seront vite convaincus de l'effet politique et seront encouragés à placer leur propre pièce du puzzle pour que l'image de la souveraineté alimentaire soit complétée.

Sur notre exploitation, nous sommes en train de mettre sur pied un projet contractuel consacré aux produits laitiers. De nombreux contacts intéressants avec les consommateurs ont été tissés. Le business plan a été élaboré et le service d'agriculture cantonal semble montrer un regard bienveillant à de nouvelles voies agricoles. J'ai le sentiment que tout le monde se rend bien compte que nous ne pouvons pas continuer ainsi; mais les gens se sentent démunis face

aux cours des choses. Je suis convaincu que le temps est venu. La population en a marre des effets nefastes de l'économie globalisée. Au lieu de continuer de jouer à ce monopoly qui ne produit que des perdants, nous devons agir pour une transition pacifique vers un nouvel ordre du monde. Ce nouveau jeu s'intitule la souveraineté alimentaire.

Florian Buchwalder, président de la section nord-ouest Uniterre

AGENDA

un agenda des conférences et actions, mis à jour quotidiennement se trouve sur www.uniterre.ch

Osons un lait de qualité

PARABOL

Bolus naturel en cas de Cellules somatiques trop hautes

www.lps.ch